

# Motion de l'AG nationale de coordination des facs et labos en lutte réunie le 18 janvier 2020 - Paris 7

L'assemblée générale nationale de coordination des facs et labos en lutte réunie le 18 janvier 2020 à Paris a rassemblé des étudiant·e·s, des enseignant·e·s-chercheur·e·s, enseignant·e·s, chercheur·e·s, personnels ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé et des bibliothèques (BIATSS), venu·e·s de nombreux établissements, de toute la France.

L'assemblée générale constate une transformation du mouvement social pour le retrait du projet de réforme des retraites à points. Son caractère de plus en plus généralisé et interprofessionnel, qui associe aux cheminots et aux travailleur·se·s de la RATP les personnels hospitaliers, de l'éducation nationale, de la justice, de la culture, les dockers, gaziers, personnels des raffineries, Gilets jaunes, etc. confirme le renouvellement de la mobilisation, après six semaines de grève. La même logique néolibérale conduit aux mêmes problèmes dans tous les secteurs en lutte : mise en concurrence systématique, perte de sens du métier et de son utilité sociale, destruction du service public, maltraitance des agent·e·s et des usager·e·s et risques pour leur santé, course à la rentabilité, recul de la solidarité, précarisation, bureaucratisation, répression, discrimination (de genre, classe et race), etc.

Dans ce contexte, les travailleur·se·s et usager·e·s de l'enseignement supérieur et la recherche prennent une part de plus en plus grande à la lutte. Dans les facs et les labos, depuis début janvier, on le sent bien : l'ambiance a changé. Malgré des tentatives d'intimidation et de blocage des mobilisations (fermeture d'universités, atteintes au droit de réunion des personnels et des étudiant·e·s, violences policières dans les manifestations...) la mobilisation ne cesse de se développer, dans de nombreux établissements. Des centaines de travailleur·se·s de l'ESR sont en grève reconductible et ont cessé toutes leurs activités professionnelles. Des examens n'ont pas pu se tenir, des enseignements ont été suspendus ou transformés. Chaque jour de nouveaux laboratoires interrompent leurs activités de production et valorisation de la recherche (séminaires, colloques...), des revues se déclarent en grève, les ateliers d'éducation populaire se multiplient, les cortèges universitaires dans les manifestations rassemblent, toujours plus largement, des milliers de personnes, de multiples actions de perturbation et de blocage ont lieu.

L'Assemblée générale s'oppose avec détermination à la politique du gouvernement et de ses allié.e.s sur l'enseignement supérieur et la recherche. En particulier, nous portons la lutte contre trois pans fondamentaux de cette politique qui déstabilisent en profondeur un service public d'enseignement et de recherche déjà malmené par un sous-financement chronique et de multiples réformes régressives (loi LRU, loi Fioraso, loi ORE, Parcoursup, loi de transformation de la fonction publique, etc.).

1° Si elle devait passer, la réforme des retraites affecterait très durement tout le personnel de l'enseignement et de la recherche, un secteur de plus en plus marqué par des carrières tardives et accidentées. Cette réforme toucherait d'autant plus violemment les plus précaires et les moins bien payé·e·s, et surtout les femmes.

2° La Loi Pluriannuelle de Programmation de la Recherche (LPPR) en préparation, loi « inégalitaire et darwinienne » (dixit Antoine Petit, le PDG du CNRS), loin d'apporter des éléments pour lutter efficacement contre la précarité et la surcharge de travail des personnels des facs et des labos, dégraderait nos statuts et nos conditions de travail : modulation de service obligatoire, CDI-chantier, tenure track.

3° Avec la réforme de l'assurance-chômage de 2019, qui cible les contrats courts, les précaires de l'enseignement et de la recherche voient leur situation s'aggraver. Cependant, la précarité n'est pas seulement le résultat de ces politiques récentes, mais le résultat d'une dégradation continue des moyens, des conditions de travail et des statuts à l'université. Aujourd'hui, les universités et les laboratoires vivent de l'exploitation des précaires, que ce soit pour l'enseignement, la recherche ou l'administration. La précarité qui marque l'ESR est aussi celle des étudiant·e·s, parfois obligé·e·s de cumuler études et emploi dans des conditions toujours plus difficiles.

Notre lutte s'inscrit dans la défense du principe de solidarité et des services publics. Elle vise à défendre l'université comme lieu ouvert à tout·e·s. Pour une université critique des politiques néolibérales en son sein et dans l'ensemble de la société. Pour une recherche et un enseignement libres et indépendants des intérêts du marché. Créons des lieux et des outils pour produire des savoirs qui nous émancipent !

L'Assemblée Générale appelle à amplifier les luttes localement et au niveau national pour étendre la mobilisation au sein de l'ESR et dans les actions interprofessionnelles, et pour faire converger tou·te·s celles et ceux qui luttent vers la grève générale et illimitée.

Pour cela, l'Assemblée générale demande la démission d'Antoine Petit, PDG du CNRS et à la dissolution de la Conférence des Présidents d'Université (CPU). Elle appelle les travailleurs et travailleuses de l'enseignement supérieur et de la recherche à la rétention des notes, l'arrêt de toutes nos activités et en particulier du recrutement de vacataires.

Cette motion est adoptée à l'unanimité

Etablissements représentés : Aix Marseille, Amiens, Angers, Bordeaux Montaigne, Caen, CNAM, Ecole du Journalisme, EHESS, ENS Ulm, ENSFEA Toulouse, Evry, Paris Saclay, Lille, Lyon 2, Nice, Paris 1, P3, Sorbonne Université, Université de Paris, P8, Dauphine, P10, Paris Est Créteil, P13, Paris Est Marne La Vallée, Université Versailles Saint Quentin, Poitiers, Reims, Rennes 2, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg, Toulouse, Tours, Université de Lorraine, IFSTTAR, INRA, MNHN, CNRS, INED, INRIA, CEA  
+ à distance : Pau, Grenoble, Bourgogne, Lyon 1, Université Bordeaux, IUT Blagnac, Cergy-Pontoise